

**LA RENATIONALISATION
DE L'HISTOIRE QUÉBÉCOISE**
Récit d'une OPH (Opération Publique d'Histoire)
de son initiation à sa consécration

Présentation au colloque
*L'histoire publique :
enjeux, pratiques, impacts*

Collège Érasme
Université Louvain-La-Neuve
7-8 mai 2014

Jocelyn Létourneau

Boursier, Institut d'études avancées (Collegium) de Lyon
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire du Québec contemporain
Université Laval

Brouillon : mai 2014
Révisé : janvier 2015

Au Québec, l'histoire a pratiquement le statut de religion. Très souvent dans l'actualité, sa prééminence publique a cru au milieu des années 2000 alors que l'on a transformé le programme existant d'histoire nationale, intitulé *Histoire du Québec et du Canada*, en un programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté (HEC)¹.

On ne fera pas ici la chronique des débats qui ont opposé les «réformistes» aux «non-réformistes» concernant la problématique générale et le contenu devant structurer et nourrir le programme d'histoire au secondaire². On se contentera de dire que, peu de temps avant la mise en œuvre du programme HEC, en septembre 2006, des voix se sont élevées qui ont crié au scandale³, amenant le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) à retarder de douze mois l'instauration du nouveau programme, qui fut finalement implanté en septembre 2007 avec quelques modifications.

Que reprochait-on au programme HEC ? Deux choses essentiellement – dont le diagnostic peut être cependant contesté. D'abord, on disait qu'il accordait trop d'importance à l'apprentissage des compétences par rapport à la transmission des connaissances⁴. Résultat : au lieu d'être initiés à l'histoire et à ses faits positifs, les élèves étaient surtout acclimatés à la méthode historique et à sa perspective critique. On ajoutait que le programme ne ramenait plus l'expérience historique québécoise à celle du Sujet national québécois, soleil du passé collectif d'hier à aujourd'hui. Conséquence : vu l'amnésie historique déjà forte des jeunes Québécois⁵, ces derniers risquaient d'être franchement «dénationalisés»⁶.

Face à l'opposition véhémente des critiques du programme HEC, relayée candidement par les médias, le MELS, à l'instigation de son ministre de l'époque, qui ne voulait pas provoquer de schisme historial au Québec et qui n'était pas très combattif sur le front de l'enseignement de l'histoire, décida de réformer le programme dénigré en réintroduisant, dans le cursus scolaire, certains repères propres à l'histoire nationale⁷. Quelques années plus tard, par le biais d'un document d'appoint intitulé «Progression des apprentissages»⁸, le ministère réinstalla implicitement, en évitant toutefois d'ébruiter l'affaire, le cortège des personnages, événements et cadres d'action propres au récit canonique du passé québécois, qui est un récit national⁹. Enfin, on peut se demander si les maîtres, formés et habitués à l'ancien programme, avaient de toute façon modifié, dans le sens prescrit par le programme HEC, les enseignements dispensés aux élèves. En pratique, il semble que les objectifs, principes et méthodes du programme HEC aient été appliqués de manière très variable en classe, certains enseignants se montrant fidèles aux consignes, d'autres regimbant à les suivre et continuant, malgré la structuration du programme sur deux ans autour d'un volet chronologique et d'un volet thématique, à présenter la matière du passé québécois suivant le script du destin tragique de la nation éprouvée¹⁰.

Au total, malgré son appellation officielle, le programme HEC restait donc un programme d'histoire nationale. Pour les non-réformistes, regroupés notamment dans la Coalition pour l'histoire¹¹, la chose aurait dû constituer une bonne nouvelle. Que l'affaire ne soit qu'officieuse en dérangeait cependant plusieurs : la possibilité demeurerait en effet que le programme réel soit, à terme, modifié dans le sens du programme officiel. Par ailleurs, bien que la nation et ses références aient été réintroduites dans le programme HEC, la mesure restait, aux yeux des partisans du national, en deçà des espérances visées. Il fallait maintenir la pression pour que la nation et le national, incarnés dans une trame chronologique «appropriée» et des ajustements empiriques «adaptés», reprennent leurs

places de tenants et d'aboutissants immuables du programme d'histoire¹². Comment ? Par le biais d'une entreprise méthodique de conquête de l'espace public et de structuration d'un sentiment d'appui populaire à l'histoire nationale, ce que, dans le cadre de cet article, on nommera une «Opération Publique d'Histoire». La suite du texte vise à présenter les moments forts de cette OPH dont le succès, avouons-le, s'est aussi nourri de la faiblesse réactive des partisans du programme HEC de même que de l'indifférence du gouvernement du PLQ en ce qui a trait à l'enseignement de l'histoire au secondaire.

1° MOMENT : ALARMER L'OPINION PUBLIQUE

Si on laisse de côté la phase au cours de laquelle, de 2006 à 2009, la Coalition pour l'histoire, en collaboration avec la Société des professeurs d'histoire du Québec notamment¹³, utilise toutes les tribunes, celle du journal *Le Devoir* et celle du *Bulletin d'histoire politique*¹⁴ en particulier, pour critiquer le programme HEC, il faut attendre le printemps 2009 pour assister à l'intensification de l'action menée contre l'initiative ministérielle. La publication en mars de cette année-là du pavé de Charles-Philippe Courtois – «Le nouveau cours d'histoire du Québec au secondaire : l'école québécoise au service du multiculturalisme canadien»¹⁵ – relance en effet le débat sur le contenu et les orientations du programme HEC. Il ne sert à rien de revenir sur l'argumentation de Courtois, qui se résume au slogan suivant : le cours HEC dénationalise la jeunesse québécoise pour mieux la post-nationaliser, la multiculturaliser et la canadianiser. Il est sans doute préférable de s'en tenir à la réaction des médias qui répercutent aveuglément le propos du chercheur dont l'engagement pour la cause nationaliste est connu¹⁶. L'écho que reçoit l'étude¹⁷ remonte en effet l'opinion publique contre le nouveau programme, associé sans vergogne à un effort d'embrigadement de la jeunesse québécoise par des «feds» déguisés en «profs»¹⁸.

Il faut dire que le contexte de l'époque prête à l'hystérie. C'est en effet au même moment qu'est décriée une «hypocrite» manœuvre du gouvernement fédéral pour «célébrer» les deux cent cinquante ans de la bataille des plaines d'Abraham, événement qui, dans la mémoire collective franco-québécoise, est associé à une défaite capitale, point de départ du destin tragique de la Nation¹⁹. Sans entrer dans les détails du débat, disons qu'il galvanise à nouveau l'opinion publique, au point où sont annulées les commémorations annoncées à propos de 1759 et que, à la place et grâce à l'effort d'un groupe hip-hop très populaire et d'obédience nationaliste, les *Loco Locass*²⁰, est organisée une grande fête de la parole nationale – le Moulin à paroles²¹.

C'est un an plus tard que reprend l'offensive pour la revitalisation de l'histoire nationale. Cette fois, elle prend la forme d'un rapport publié sous la plume de Gilles Laporte et Myriam D'Arcy²². Le constat auquel parviennent les auteurs veut que les jeunes Québécois, du moins ceux qui fréquentent le cégep, soient à peu près sans culture historique nationale, le problème étant renforcé par le fait que les cours d'histoire du Québec, au collégial, sont devenus marginaux, sinon absents, dans les programmes offerts par les établissements. Parrainé par la Fondation Lionel-Groulx, dont les orientations nationalistes ne font aucun doute, le rapport obtient écho dans les médias²³ et suscite l'intérêt d'une partie de la population, toujours encline à croire que l'enseignement de l'histoire est lacunaire ou insuffisant. Le rapport capte également l'attention des officiers du Parti Québécois, qui endossent l'une des recommandations phares du document, à

savoir qu'il est urgent d'ajouter un nouveau cours d'histoire nationale aux formations dispensées au cégep en le rendant obligatoire pour tous.

C'est toutefois un autre rapport, également commandité par la Fondation Lionel-Groulx et publié en septembre 2011, celui d'Éric Bédard et de Myriam D'Arcy²⁴, qui génère le plus d'attention, notamment par la réaction qu'il déclenche chez les universitaires, accusés de ne plus s'intéresser à l'histoire politico-nationale du Québec²⁵. Pour avoir critiqué ailleurs le document, on ne reviendra pas ici sur son contenu²⁶. On se contentera de dire que le rapport emporte l'adhésion des médias, celle du *Devoir* en particulier²⁷, qui assument de nouveau et sans nuance ses conclusions. Exaltée par d'habiles tribuns circulant de forum en plateau, l'opinion publique rugit pour dénoncer la situation de l'enseignement et de la recherche en histoire du Québec. Soudainement, l'humeur populaire donne l'impression de virer au «tout à l'histoire nationale». L'opération visant à ameuter la population contre la déstructuration supposée de la référence nationale, à travers la charge menée contre l'histoire nationale par l'«État des Libéraux»²⁸, connaît un vif succès.

2° MOMENT : INVESTIR UN PARTI

Nous sommes au milieu des années 2000. Le Parti libéral (de tendance fédéraliste) est au pouvoir et le Parti Québécois (de tendance indépendantiste) est dans l'opposition. Certains membres de la Coalition pour l'histoire, nationalistes déclarés et proches du PQ depuis longtemps, font jouer leurs influences au sein du parti et obtiennent que certains députés péquistes à l'Assemblée nationale plaident pour la réforme du programme HEC sous prétexte qu'il dénature le passé québécois en le conjuguant au temps de la rectitude politique, de la diversité culturelle et du postnationalisme, si ce n'est à celui du canadianisme²⁹. La lecture du *Journal des débats* indique qu'André Boisclair, Camil Bouchard et Marie Malavoy, alors députés péquistes de premier rang, interviennent à quelques reprises pour, tout à la fois, critiquer le programme HEC et proposer son remplacement par un programme d'histoire nationale. Devant eux, de l'autre côté de la chambre, les ténors manquent pour faire ressortir les avantages de la réforme du programme d'histoire.

Dans le dossier sur l'enseignement de l'histoire, Marie Malavoy, qui devient en 2009 porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, se fait particulièrement active. Avec deux collègues et se basant sur les études Laporte/D'Arcy et Bédard/D'Arcy, elle s'inquiète ainsi, en novembre 2011, du recul de l'enseignement de l'histoire nationale au sein des établissements scolaires du Québec³⁰. Pour que la question soit débattue, elle exige la tenue d'une commission parlementaire³¹. Trois mois plus tard, en janvier 2012, elle dépose à l'Assemblée nationale du Québec une pétition ayant pour titre «Augmentation du nombre d'heures consacrées à l'enseignement de l'histoire du Québec» dont le contenu reprend plusieurs arguments défendus par la Coalition pour l'histoire et la Fondation Lionel-Groulx³².

Les interventions de Marie Malavoy sont d'ailleurs congrues par rapport à la plateforme du PQ en vue des élections provinciales de septembre 2012. Sous la rubrique «Promouvoir notre culture et notre histoire nationale», le programme électoral du parti mentionne en effet qu'un gouvernement du Parti Québécois, s'il était élu, «renforcerait

l'enseignement et la recherche de l'histoire à tous les niveaux, en privilégiant la connaissance de l'histoire nationale du Québec et de ses institutions.»³³

L'élection du PQ en septembre 2012 donne à Marie Malavoy, promue ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, un nouvel élan dans sa croisade pour l'histoire nationale. Affirmant que le cours HEC, qui découle du programme du même nom, ne fait pas assez de place à la quête nationale des Québécois, elle ajoute, lors d'une entrevue accordée à la presse, qu'il faut donner au cours un nouveau contenu. Son propos est alors sans équivoque. «Depuis la réforme, affirme-t-elle, l'éducation à la citoyenneté met sur un pied d'égalité la question nationale avec le féminisme, le capitalisme ou encore l'américanisme. [...] On a un peu noyé le poisson de la souveraineté. Dieu sait que le débat national au Québec a beaucoup marqué notre histoire récente et il faut que ce soit vu avec du relief et non pas à travers une succession de thèmes qui ne sont pas forcément aussi importants et moins en lien avec notre propre identité.»

Rapportée dans *Le Soleil*³⁴, la déclaration de la ministre, qui trouve quelque part son fondement dans la pensée des sociologues Jacques Beauchemin et Mathieu Bock-Côté, qui n'ont de cesse de dénoncer la montée des identités particulières et la mauvaise conscience des souverainistes à l'endroit de la question identitaire et nationale³⁵, provoque beaucoup de réactions. Si, d'un côté, on applaudit la politicienne³⁶, de l'autre, on la conspu³⁷.

C'est toutefois en février 2013 que les relations entre Marie Malavoy et certains *spin doctors* nationalistes, au premier chef Éric Bédard³⁸, passent du statut de proximité gênante à celui de fusion insidieuse.

Cherchant à mettre en œuvre l'intention du PQ de revaloriser l'histoire nationale au Québec en remplaçant le programme HEC par un programme d'histoire nationale en bonne et due forme, la ministre nomme en effet, au début de l'année 2013, un comité d'experts formé de personnalités aux horizons professionnels divers et aux points de vue variés³⁹. Intégrés au comité, certains membres de la Coalition pour l'histoire informent cependant la ministre de leur refus de participer aux discussions si elle maintient en place l'un des membres du comité⁴⁰. Alors qu'un élu de bon jugement aurait éconduit les protestataires, la ministre donne suite à leur chantage⁴¹. Résultat : le comité de dix membres est sournoisement dissous, ce qui provoque des vagues⁴². Quelques mois plus tard, en septembre 2013, à la suggestion même de la Coalition pour l'histoire qui avait privé-ment rencontré la ministre vers la fin mars 2013 pour lui remettre une lettre⁴³, un trio d'experts est mandaté pour «préciser les orientations qui mèneront à l'élaboration des nouveaux programmes d'histoire au primaire et au secondaire»⁴⁴. Parmi ces personnes figure Jacques Beauchemin, acteur clé du virage identitaire du PQ, qui tout à coup se retrouve au cœur de l'opération de renationalisation de l'histoire du Québec dont il devient l'un des maîtres-à-penser et l'orchestrateur principal⁴⁵.

3° MOMENT : OFFRIR UN RÉCIT ALTERNATIF D'HISTOIRE

Critiquer ce qui existe – un programme, un cours et une vision de l'histoire du Québec – est certes un pas dans la bonne direction pour renverser un état de fait. Ce n'est toutefois pas assez. Pour atteindre l'objectif désiré : raffermir, en la nourrissant d'un contenu,

l'idée nationale dans l'esprit des Québécois, il faut encore proposer une alternative à ce programme, à ce cours et à cette vision.

À cet égard, deux ouvrages majeurs, ayant bénéficié chacun d'un effort exceptionnel de promotion, sont publiés coup sur coup qui proposent aux élèves ainsi qu'au grand public un cadre de compréhension particulier de l'expérience québécoise dans le temps.

• *L'Histoire du Québec pour les Nuls*

Écrit par Éric Bédard, le premier ouvrage est le produit d'un heureux concours de circonstances pour l'auteur. C'est à la suite du refus de trois personnes de rédiger une *Histoire du Québec pour les Nuls* que Bédard, dont la capacité de relever le défi est incontestable, obtient le contrat du livre. Fait intéressant : Louise Beaudoin, ancienne ministre péquiste, joue un rôle primordial dans l'offre qui est faite à l'historien par les Éditions First, maison basée à Paris, ville où Beaudoin a des contacts privilégiés dans la sphère politico-médiatique⁴⁶.

Puisque nous avons ailleurs commenté l'ouvrage⁴⁷, on ne reviendra pas sur le contenu de *L'Histoire du Québec pour les Nuls*, qui présente l'expérience historique québécoise à travers le récit orthodoxe du destin tragique du peuple québécois soumis à la possibilité continuelle de sa disparition. On insistera plutôt sur l'importance qu'il faut accorder à l'ouvrage dans la perspective d'offrir aux Québécois un récit clef-en-main – accessible, attrayant, réconfortant et massivement diffusé – de leur expérience historique.

Intégré à la fameuse collection «Pour les Nuls», le livre, au cours des trois mois qui suivent sa publication en novembre 2012, s'écoule à plus de 30 000 exemplaires, à la suite notamment d'un appui publicitaire massif de l'éditeur⁴⁸. Dans le contexte québécois, il s'agit d'un *best-seller*. Si l'ouvrage essuie quelques critiques⁴⁹, il suscite surtout de l'enthousiasme, en particulier chez les journalistes, dont l'impact est grand dans la formation des opinions et la fabrication du consentement. Chroniqueuse à la section «Livres» au *Journal de Montréal*, Karine Velder, par exemple, cite l'ouvrage parmi ses «coups de cœur de 2012»⁵⁰. Également au *Journal de Montréal*, Mathieu Bock-Côté, proche de Bédard, soutient pour sa part que la synthèse comble un trou béant de l'historiographie québécoise⁵¹. Odile Jouanneau, du *Sélection du Reader's Digest*, qualifie le bouquin d'«ouvrage indispensable»⁵². Et Didier Fessou, du *Soleil*, écrit que le livre s'adresse à tous les Québécois qui ont le sentiment de mal connaître leur histoire»⁵³.

À la suite de la suggestion de Velder, non seulement *L'Histoire du Québec pour les Nuls* se retrouve en masse sous les sapins de Noël en 2012, mais – est-ce le fruit du conseil de Fessou ? – il est inséré parmi les lectures obligatoires dans certains cours universitaires sous prétexte que, même à ce niveau avancé, la culture historique des étudiants est lacunaire⁵⁴. Tout en ne se vantant pas de lire ce genre d'ouvrage qui fait populacier, on peut par ailleurs penser qu'un grand nombre de personnes, y compris des enseignants, voire des professeurs, se procurent le livre pour rafraîchir leur mémoire ou s'imbiber rapidement d'un point de vue historique, ce que l'ouvrage, qui s'apparente à un manuel, permet à merveille⁵⁵.

Attendu peut-être, le livre est en tout cas encensé dans les milieux nationalistes. Au lancement de l'ouvrage, qui a lieu le 13 novembre 2012 dans les locaux de la Fondation Lionel-Groulx, à Montréal, sont présents une pléiade de personnalités publiques parmi

lesquelles l'ancien premier-ministre (péquist) du Québec, Lucien Bouchard, le ministre en titre (péquist) de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, le directeur général du Mouvement national des Québécois et des Québécoises, Gilles Grondin, et d'autres gens encore, membres de la Coalition pour l'histoire, de la Fondation Lionel-Groulx, de Génération nationale, du Mouvement Québec-français, ou adeptes d'autres regroupements encore. L'engouement du monde nationaliste pour un livre qui, comme le précise Jacques Lacoursière dans une courte mais retentissante préface, dit aux Québécois «de quoi se souvenir et pour quoi se souvenir», est bien rendue dans le laïus que prononce Pierre Graveline en l'honneur de l'ouvrage et de son auteur : «Dans le présent contexte où l'enseignement de notre histoire nationale souffre de graves lacunes dans notre réseau scolaire, affirme le secrétaire et directeur général de la Fondation Lionel-Groulx, toute initiative qui contribue à faire connaître cette histoire à nos concitoyennes et concitoyens, tel cet essai d'Éric Bédard, est plus que bienvenue et se mérite le soutien de notre fondation.»⁵⁶

• *Dix journées qui ont fait le Québec*

La volonté d'offrir du contenu à la mémoire et à l'histoire des Québécois – et de diffuser ce contenu le plus largement possible à la population, y compris aux jeunes – est l'occasion d'un deuxième projet collaboratif réunissant plusieurs membres individuels et institutionnels de la famille nationaliste.

En novembre 2013 paraît en effet, chez VLB éditeur⁵⁷, *Dix journées qui ont fait le Québec*, magnifique ouvrage en papier glacé, illustré de nombreuses photographies en couleur, superbement édité et rédigé dans un langage accessible. Parmi les collaborateurs au livre se trouvent plusieurs historiens et quelques personnalités fortement médiatisées – Denis Vaugeois, Jacques Lacoursière, Jean-Claude Germain, Gilles Laporte, Éric Bédard et Mathieu Bock-Côté. En une quarantaine de pages, chaque auteur aborde à sa manière un moment réputé clé de l'histoire de la Nation québécoise avec l'objectif, pour le dire comme Micheline Lachance⁵⁸, qui rend compte du livre dans *L'Aut'Journal*⁵⁹, de proposer aux lecteurs un véritable cours d'Histoire du Québec 101 centré sur ce qui fait la particularité et l'étrangeté du destin du Québec, c'est-à-dire une somme de «rendez-vous ratés» [avec l'histoire]⁶⁰.

De quels événements s'agit-il au juste ? De la fondation de Québec en 1608 et de celle de Montréal en 1642 ; de la Grande Paix de Montréal en 1706 ; du Traité de Paris en 1763, qui officialise l'abandon par la France de sa colonie nord-américaine ; de l'Assemblée des six comtés, prélude aux rébellions des patriotes de 1837-38 ; de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, soit la création du Canada en 1867 ; de l'émeute de Québec lors de la conscription en 1918 ; de l'adoption du droit de vote des femmes en 1940 ; de l'élection de Jean Lesage et des débuts de la Révolution tranquille en 1960 ; et du référendum (perdu) sur la souveraineté-partenariat en 1995.

Certes, les concepteurs du livre auraient pu choisir d'autres événements. Ceux qui sont retenus ont toutefois de l'importance : il s'agit en effet d'épisodes scandant le destin tragique du peuple québécois. La trame narrative implicite à l'ouvrage est d'ailleurs porteuse de cette problématique. On pourrait la résumer ainsi : au départ se trouve un peuple

qui s'inscrit dans l'espace/temps américain (1608-1642) et qui établit des alliances avec les Autochtones (1706). Passant sous domination britannique en 1763, alors que la France cède sa colonie nord-américaine à sa vieille rivale d'outre-manche, ce peuple se rebelle toutefois contre son nouveau maître en 1837 avant de participer, dans une ambiguïté qui le caractérise souvent, à la création du Canada en 1867, entité politique qui le décevra à plusieurs reprises, dont une fois – spectaculaire – à l'occasion de la conscription de 1918. Se relevant au moment de la Révolution tranquille (1960), il se rassied toutefois en 1995 alors qu'il aurait pu opter pour son indépendance politique.

On n'examinera pas en détail les textes composant l'ouvrage, dont certains sont nuancés alors que d'autres sont emportés. Comme dans le cas de *L'Histoire du Québec pour les Nuls*, on se contentera de faire ressortir à quel point le livre participe d'une convergence d'intérêts pour la promotion de l'histoire nationale dans le cadre d'une entreprise générale d'affirmation de l'idée nationale et des thèses nationalistes au sein de la société québécoise.

Convergence d'intérêts, l'expression fait sens. À cet égard, mettons bout à bout certaines informations intéressantes : l'ouvrage est publié par les éditions VLB, société de Québecor Média dont l'actionnaire principal est Pierre-Karl Péladeau, élu député (péquistes) à l'Assemblée nationale du Québec en septembre 2012 et présentement en lice pour la chefferie du Parti Québécois⁶¹. Au même titre que Pierre Graveline, directeur de VLB et responsable de l'ouvrage, Péladeau est administrateur de la Fondation Lionel-Groulx, qui parraine le livre et en fait la promotion dans son site Internet. Parmi les auteurs des textes composant l'ouvrage figurent d'ailleurs quatre administrateurs anciens ou nouveaux de la Fondation Lionel-Groulx : Denis Vaugeois, Béatrice Richard, Gilles Laporte et Éric Bédard. Proche de Péladeau, ce dernier, avec son collègue Laporte, compte aussi parmi les membres fondateurs de la Coalition pour l'histoire.

Là ne s'arrête pas la convergence. Durant dix semaines consécutives, soit du 1^{er} décembre 2013 au 1^{er} février 2014, chacun des textes formant l'ouvrage fait l'objet d'une pleine page de présentation et de commentaires dans le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec*, quotidiens phares de Québecor Média, propriété de Péladeau⁶². Mieux : durant six semaines de suite, malgré son prix de vente assez élevé (50\$), l'ouvrage occupe la première ou la deuxième position dans la liste des meilleurs vendeurs, catégorie «essais québécois», selon un relevé effectué dans 215 points de vente au Québec, dont plusieurs appartiennent à la chaîne de librairies Archambault, propriété de Québecor Média (et donc de PKP)⁶³. Précisons que, dans une brochure promotionnelle produite par la Fondation Lionel-Groulx, deux ministres en titre du gouvernement du Québec, Marie Malavoy et Pierre Duchesne, péquistes on l'a vu, font l'éloge des conférences sous-tendant le livre⁶⁴. Entre temps, celles-ci sont mises en ligne dans le site Internet de la Fondation Lionel-Groulx pour consultation, téléchargement et diffusion⁶⁵. Grâce au soutien des ministres Malavoy et Duchesne, la brochure est en outre acheminée à tous les professeurs d'histoire des niveaux secondaire, collégial et universitaire, dans l'espoir qu'ils utilisent les conférences en ligne, sinon le livre en papier, comme matériel pédagogique d'appoint.

On se le demande : outre de distribuer l'ouvrage gratuitement dans les chaumières du Québec, eut-il été possible de faire plus pour favoriser la circulation du livre ?

4° MOMENT : SE DÉPLOYER DANS L'ESPACE MÉDIATIQUE

Par des livres et des conférences publiées dans Internet, il est possible de rejoindre un public assez vaste. La télévision et les journaux permettent cependant d'élargir l'auditoire et de répandre davantage des idées. Sur ce plan, il faut avouer que les opposants à la réforme ont été particulièrement fringants et efficaces depuis le milieu des années 2000.

À bien des égards, le journal *Le Devoir* a servi de support et d'activant aux nombreuses critiques dirigées contre la «dénationalisation réputée» de l'histoire québécoise dont certains ont vu des manifestations dans la mise en œuvre du programme HEC en 2006, dans la commémoration dite orientée de la bataille des plaines en 2009 ou dans l'absence supposée d'enseignement et de recherche en histoire politico-nationale du Québec (cf. les rapports Laporte/D'Arcy en 2010, Bédard/D'Arcy en 2011 et Lavallée en 2012). C'est en effet par le biais de textes de chroniqueurs et d'éditorialistes œuvrant au *Devoir* – Antoine Robitaille, Christian Rioux⁶⁶ et Michel David surtout ; Marie-Andrée Chouinard et Josée Boileau dans une moindre mesure – que l'histoire est (re)devenue un enjeu public de première importance au Québec dans la deuxième moitié des années 2000. C'est également dans les pages de ce journal que des dizaines d'intervenants ou d'internautes – auteurs ou lecteurs – se sont exprimés sur le sujet de l'histoire, la très grande majorité adoptant une position hypercritique face à toute modification du grand roman national. En principe, *Le Devoir* est un organe de presse indépendant. En réalité, le quotidien se situe dans une mouvance nationaliste portée de manière plus ou moins forte par la plupart de ses artisans. Au total, on peut dire que le journal a aidé la cause de ceux qui plaident pour le rétablissement de l'histoire canonique en classe ou soutiennent le retour à la référence nationale dans l'enseignement de l'histoire et sa diffusion dans l'espace public⁶⁷.

C'est toutefois par l'entremise d'émissions de télévision, de chroniques dans des journaux à grand tirage ou de blogues diffusés sur d'importantes plates-formes de presse appartenant à l'empire Péladeau que certains intervenants clés, notamment Éric Bédard et Mathieu Bock-Côté, ont investi l'espace public de leurs idées.

- Éric Bédard

Ancien président de l'aile jeunesse du Parti Québécois et très engagé dans la promotion de l'éducation patriotique⁶⁸, le premier, qui enseigne à la Télé-université (constituante de l'Université du Québec), est aussi animateur-vedette à MATV, propriété de Québecor Média. Avec Jean Barbe, il a animé pendant deux ans, sur VOX-TV (ancêtre de MATV), l'émission *Au tour de l'histoire*, dont l'objectif était de susciter l'intérêt des téléspectateurs pour des questions d'histoire. À l'heure actuelle, Bédard tient la barre d'*À la page*, émission où sont invités des penseurs ayant publié un ouvrage jugé digne d'intérêt par l'animateur. Au même titre qu'*Autour de l'histoire*, l'émission *À la page* permet à Bédard de glisser dans l'espace public des thématiques de son cru et de favoriser la circulation d'idées qu'il chérit⁶⁹.

Cela dit, Bédard n'est pas présent qu'à la télévision. Il est aussi actif dans la presse⁷⁰. Entre septembre 2011 et avril 2014, tous les dimanches, il a ainsi tenu une chronique à caractère historique («Le Québec, une histoire de famille») dans le *Journal de*

Montréal et le *Journal de Québec* (propriété de Québecor Média et donc de PKP). À l'été 2009 et à l'été 2010, il a signé deux chroniques dans les mêmes journaux, l'une en rapport avec le 250^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham (la fameuse Conquête), l'autre sur le cinquantenaire de la Révolution tranquille. Dans ses chroniques, Bédard met en scène l'histoire du Québec à travers des événements et des personnages qui ont pour effet de recentrer l'intérêt de ses lecteurs sur ce qui, selon lui, constitue le point focal de l'expérience québécoise, à savoir le politico-national et l'identitaire⁷¹. L'importance qu'il attribue à ces deux aspects du passé du Québec l'a d'ailleurs conduit à mettre en ligne à l'automne 2014, sous l'égide de la TÉLUQ et ce, gratuitement, un cours d'«Introduction à l'histoire politique du Québec». Caractéristique de la vision qu'il défend de l'histoire du Québec, la trame du cours insiste sur la nature «dramatique» de l'expérience québécoise. Dans une bande-annonce fort bien montée et placée sur *YouTube*⁷², l'auteur présente lui-même la ligne directrice de son cours. Il vaut la peine de citer intégralement son propos :

«Le Québec, c'est un immense territoire : trois fois la superficie de la France, 40 fois celle de la Suisse, 50 fois celle de la Belgique.

Le Québec, c'est aussi une population diversifiée faite de nations amérindiennes, d'une minorité anglophone, de nouveaux arrivants et d'une majorité d'origine française.

Le Québec, c'est aussi un peuple forgé par une histoire. Une histoire fascinante, riche, marquée par des alliances entre Amérindiens et Français. Des Français qui vont sillonner l'Amérique et nommer tout un continent.

Une histoire fascinante, oui, mais parfois dramatique aussi.

Une histoire dramatique, oui, car le Québec a été très tôt l'objet d'une lutte sans merci entre deux empires. Au milieu du XVIII^e siècle, après de célèbres batailles dont celle des Plaines d'Abraham, en 1759, les habitants de la vallée du Saint-Laurent deviennent les sujets d'un empire qui leur est étranger.

Une histoire dramatique, oui, parce que les Québécois devront s'approprier des institutions nouvelles et se battre pour la justice et la démocratie lors des affrontements de 1837.

Une histoire dramatique aussi parce que, pendant presque un siècle, les Québécois vont se contenter de survivre, avant de renaître lors d'une période qu'on appelle la Révolution tranquille. Une période marquée par le changement, par les transformations spectaculaires qui vont marquer les années 1960. [...]

À la fin de ce cours, vous saisissez mieux la nature des liens qui unirent les Français, les premiers colons, aux Amérindiens ; vous comprendrez aussi pourquoi le Québec a décidé de devenir une province du Canada... et pourquoi elle l'est toujours, d'ailleurs.

Que peut-on ajouter ? Peut-être cette réflexion moraliste, lancée par Bédard lui-même dans un blogue récent concernant les tentatives, mal avisées à son point de vue, de remettre en cause le régime historial des sociétés : «on ne déconstruit pas [les] références au passé d'un peuple sans en payer le prix, écrit le professeur. Cela vaut pour les politiciens comme pour les fonctionnaires et certains intellectuels qui considèrent parfois la mémoire des peuples comme de purs construits, réformables d'un trait de plume ! Il est toujours périlleux [...] de revoir le roman des origines.»⁷³

- Mathieu Bock-Côté

Sociologue de formation et ancien étudiant de Jacques Beauchemin, Mathieu Bock-Côté tient un blogue et une chronique très suivis dans les pages et le site Internet du *Journal de Montréal*. Dans ses textes, MBC aborde régulièrement les questions touchant l'histoire et l'identité québécoises. Il publie également de grandes entrevues avec des auteurs de son choix – Éric Bédard et Charles-Philippe Courtois ont ainsi bénéficié du rayonnement public du blogue de Bock-Côté⁷⁴. Écrivain infatigable et causeur prodigieux, MBC, en l'espace de quelques années, est devenu une figure quasi centrale du commentaire politique, agissant comme une référence ou un repoussoir selon qu'on apprécie ou non ses points de vue. Chroniqueur régulier à plusieurs émissions de radio ou de télé («C'est pas trop tôt», «Bazzo-TV»), il a été invité à «Tout le monde en parle», émission phare de la télévision de Radio-Canada, consacrant ainsi son statut de *star* de l'énonciation publique.

À bien des égards, Bédard et Bock-Côté, excellents tribuns et communicateurs hors pairs, se sont donnés les moyens de faire circuler leurs idées dans l'espace public, profitant de leur association avec les gens de Québecor Média, notamment Pierre-Karl Pélaudeau dont ils sont proches⁷⁵, de leurs contacts dans les milieux nationalistes, y compris chez les politiques au pouvoir, et de leurs relations dans le monde journalistique, en particulier auprès de certaines vedettes des ondes⁷⁶.

5° MOMENT : METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Si, en ameutant l'opinion populaire, en investissant un parti, en produisant un récit clef-en-main et en se déployant dans l'espace médiatique, un réseau d'intervenants a pu préparer le terrain pour la renationalisation de l'histoire québécoise, l'affaire ne pouvait trouver son aboutissement que dans la mise en œuvre de politiques publiques. Or, durant l'année 2013-2014, trois initiatives majeures, touchant directement l'enseignement et la recherche en histoire du Québec, sont prises par le gouvernement du Parti québécois (élu en septembre 2012), qui vont expressément dans le sens des demandes de la Coalition pour l'histoire⁷⁷.

- *La transformation du cours HEC en un cours d'histoire nationale*

Nous sommes en septembre 2013. Conformément à la suggestion de la Coalition pour l'histoire, la ministre Malavoy nomme un comité restreint de trois personnes, toutes liées à l'Université du Québec à Montréal⁷⁸, pour consulter les milieux concernés et la population en général en vue de procéder à la réforme des programmes d'histoire et d'éducation à la citoyenneté – au cycle primaire et aux 3^e et 4^e secondaires seulement, notons-le cependant⁷⁹. Bien que la publication des documents préparatoires à la consultation et que l'exercice même de cette consultation suscitent de vifs débats⁸⁰, un rapport est déposé en février 2014 qui propose de modifier l'intitulé, les orientations et les contenus du programme HEC pour en faire un véritable programme d'histoire nationale du Québec⁸¹. Signalons au passage que les propositions du comité Beauchemin reprennent mot à mot les avis de la Coalition pour l'histoire, eux-mêmes répercutés dans le programme électoral du PQ en 2012 et confirmés par la première-ministre Marois lors de la prononciation

du Discours du trône en octobre de cette année-là⁸². Dans un contexte où les dés semblent pipés en faveur de la réforme du programme HEC, on s'interroge sur l'utilité de mandater – à grand frais – un comité venant tout simplement confirmer ce qui était déjà paramétré.

Toujours est-il que, forte du document préparé par le comité Beauchemin, la ministre Malavoy, dès février 2014, annonce qu'un nouveau programme intitulé *Histoire du Québec et du Canada* – «qui introduira, dit-elle, des fils conducteurs plus nets pour concilier l'histoire politique et l'histoire sociale intégrées à une trame nationale» – sera expérimenté dès septembre 2014 sous la forme de projets-pilote⁸³.

• *L'instauration d'un cours d'histoire nationale au collégial*

L'offensive pour une renationalisation de l'histoire québécoise n'est toutefois pas menée qu'aux seuls niveaux de l'école secondaire et de l'école primaire. Sur la base des recommandations des rapports Bédard/D'Arcy et Laporte/D'Arcy, parrainés par la Fondation Lionel-Groulx on l'a vu, Pierre Duchesne, ministre du MERST et proche de la Coalition pour l'histoire, décide au début du mois de septembre 2013 d'aller de l'avant avec l'implantation d'un cours d'histoire nationale dans les cégeps. Pour justifier sa décision rapide et unilatérale, le ministre, qu'on pourrait qualifier de souverainiste pressé, déclare qu'«il est temps de discuter ce qui nous définit». Dans un communiqué émis par son ministère, il ajoute : «Nous sommes convaincus que l'ajout d'un cours d'histoire du Québec contemporain permettra à nos jeunes de mieux se connaître et de s'affirmer en tant que citoyens. Conscients de leur histoire nationale, des défis et des enjeux contemporains, ils sortiront du collégial mieux outillés culturellement et seront en mesure de faire des choix porteurs pour la société québécoise.»⁸⁴

Le travail de préparation du cours est rondement mené. En décembre 2013, le cours intitulé «Histoire du Québec contemporain – plutôt qu'«Histoire nationale du Québec contemporain», pour éviter, dit-on, le caractère explosif du débat sur la nation⁸⁵ – est déjà à l'état de devis.

• *L'implantation de Chaires de recherche sur l'identité québécoise à l'université*

Suivant l'une des recommandations principales du rapport Bédard/D'Arcy, le ministre Duchesne annonce par ailleurs, en date du 2 mars 2014, que son gouvernement entend financer huit chaires de recherche sur la langue, l'identité et l'histoire nationales. Occupées par des universitaires, ces chaires permettront à des professeurs ayant obtenu leur doctorat il y a moins de dix ans de combler un «certain désintérêt des chercheurs québécois envers les sciences sociales portant sur la province, et plus particulièrement en langue et histoire.»⁸⁶ Dans la description qui est faite du programme, dont la rumeur veut que Jacques Beauchemin en ait été l'auteur et qui, en tout cas, reprend souvent la lettre du rapport Bédard/D'Arcy⁸⁷, il est écrit que les chaires «verront à soutenir des recherches historiques permettant d'approfondir notre compréhension du fait national québécois et de sa genèse. Cette histoire, lit-on toujours dans le document, comprend l'étude des processus et des événements qui ont mis en jeu l'existence collective du peuple québécois et déterminé les paramètres dans lesquels se joue son avenir. [...] À titre d'exemples, les Chaires [...] pourraient s'intéresser aux moments charnières qui ont joué un rôle déter-

minant [dans l'histoire québécoise], tels la Conquête, les Rébellions, l'Acte d'Union, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la crise de la Conscription, la Révolution tranquille et les institutions qu'elles ont générées ; le rapatriement de la Constitution canadienne et les référendums sur l'avenir politique du Québec. [Les Chaires] pourraient également s'intéresser à l'évolution historique de la question constitutionnelle québécoise et canadienne, du parlementarisme, de la vie démocratique québécoise, des relations internationales du Québec, des grandes institutions politiques et publiques québécoises.»

Sur la base de ce programme de recherche aux orientations politiques on ne peut plus claires : «nouer des liens entre la conjoncture présente du Québec et le grand récit national qui était traditionnellement le sien», pour le dire comme Mathieu Bock-Côté⁸⁸, un concours de recrutement est lancé sous l'égide du FQRSC afin de pourvoir les chaires à l'horizon de janvier 2015⁸⁹.

PROBLÈMES MOMENTANÉS

Les choses, toutefois, n'évoluent pas selon le plan prévu. Contre toute attente, le Parti québécois, aux élections d'avril 2014, subit une défaite cinglante aux mains du PLQ. L'opération de renationalisation de l'histoire québécoise connaît alors certaines ratées.

Quelques semaines après son installation comme nouveau ministre de l'Éducation, Yves Bolduc suspend ainsi la mise en œuvre du cours d'histoire nationale prévu au collégial⁹⁰. Pour ce faire, il s'appuie sur un avis défavorable émis envers le projet par la Fédération des cégeps qui, après avoir consulté ses membres, remet en question la pertinence du cours tout en considérant qu'un examen complet de la formation générale des cégepiens est requis avant de procéder à des changements⁹¹. À noter que les syndicats d'enseignants avaient déjà exprimé leur réserve devant l'implantation précipitée du cours. En avril 2014, le Conseil supérieur de l'éducation met un clou dans le cercueil du projet en recommandant au ministre de ne pas procéder à la modification réglementaire parce qu'elle aurait pour effet de réduire la zone de choix des étudiants, d'uniformiser davantage la formation générale et de diminuer l'autonomie des établissements.»⁹²

Le sort des chaires universitaires sur l'identité québécoise est également scellé, qui sont abrogées à la même époque sous prétexte, *dixit* le ministre, qu'elles avaient des objectifs politiques en plus d'occasionner des dépenses superflues dans le contexte d'une crise sérieuse des finances de l'État⁹³.

Pièce maîtresse du projet de renationalisation de l'histoire québécoise, l'idée de transformer le cours HEC en un cours d'histoire nationale est toutefois maintenu par le D^f Bolduc. Après quelques tergiversations et euphémismes de bon aloi – «les mesures seront prises en fonction de ce que les étudiants ont besoin pour avoir une bonne formation»⁹⁴ –, celui-ci avalise en effet les recommandations du Comité Beauchemin. Son engagement est clair et son enthousiasme débordant. Écoutons-le :

«J'ai pris connaissance du contenu [du programme], dit-il, il n'y avait pas de politique dans le contenu et j'ai endossé le contenu au complet tel quel. Donc, il n'y a pas de modification entre le Parti Québécois et nous autres pour le contenu. J'ai rencontré M. Beauchemin et l'autre experte [Nadia Fahmy-Eid] et je leur ai dit qu'on irait de l'avant avec le contenu tel qu'il avait été proposé. [...] Le programme est bien fait et on va le mettre en place.»⁹⁵

En vérité, compte tenu des recommandations du Comité Beauchemin – lesquelles visent à transformer le cours HEC en un cours d’histoire politico-nationale du Québec – on s’étonne de la satisfaction du docteur. Comment expliquer sa béatitude ? De plusieurs manières. La faiblesse d’un ministre continuellement dardé par l’opposition et multipliant les bourdes politiques est une première raison. La pression maintenue par les membres de la Coalition pour l’histoire et autres nationalistes conservateurs, haranguant à temps plein l’opinion publique en faveur d’une «réforme de la réforme», en est une deuxième⁹⁶. Il semble toutefois que le principal motif au «contentement» du ministre tienne à la décision du gouvernement de s’attaquer au déficit public par le contrôle serré des dépenses de l’État, initiative gonflant l’humeur des citoyens. Dans un contexte où le gouvernement en décousait déjà beaucoup avec les partis d’opposition et l’opinion publique sur le plan économique, valait-il la peine d’ouvrir un deuxième front de disputes en ramenant la question de l’enseignement de l’histoire au centre des débats ? Poser la question, c’est y répondre. Focalisé sur la régulation du présent et la préparation de l’avenir, le gouvernement du PLQ laissait stratégiquement l’administration du passé aux nationalistes et au PQ.

LA CONSÉCRATION D’UNE OPH

Au moment d’écrire ce texte, l’élaboration du nouveau programme d’histoire va bon train. Dans ses orientations normatives et ses contenus de formation, le document en circulation calque les recommandations et prescriptions du Rapport Beauchemin. On se souvient que ce rapport était conforme aux consignes du programme du Parti québécois, qui s’inspirait lui-même des exhortations et préconisations de la Coalition pour l’histoire. La boucle de la renationalisation de l’histoire est ainsi bouclée, qui va des oraisons d’un groupe de pression aux intentions d’un gouvernement d’en finir avec une querelle sociale insistante.

D’ici l’automne 2017, les élèves du secondaire seront donc assujettis à un nouveau programme d’histoire s’étendant sur deux ans et dont le plan sera chronologique, la trame politique, l’intrigue nationale et l’horizon entièrement focalisé sur la société québécoise envisagée dans sa différence identitaire. Il faut prendre connaissance du document en préparation⁹⁷ pour constater à quel point le programme à venir se distingue du précédent, qui n’aura duré que huit ans. Non seulement revient-on à une histoire centrée sur l’événement et le récit factuel, mais la matière du passé québécois suit un fil principalement politique avec, ici ou là, des tranches de vie sociale, économique et culturelle qui lui sont annexées ou subordonnées. En parcourant la liste des contenus de formation du nouveau programme, qui ne touche pour le moment que la période 1500-1840, on croirait revenir au programme d’histoire des années 1970 et au plan de son ouvrage référentiel, le fameux *Histoire 1534-1968* de Vaugeois-Lacoursière⁹⁸. Le découpage temporel retenu pour marquer le parcours historique du Québec est d’ailleurs classique, qui correspond à la «chrono-logique» habituelle de l’histoire nationale de la province : période de contacts (1500-1608), Nouvelle-France (1608-1760), changement d’empire (1760-1791), revendications et luttes nationales (1791-1840). On ne sera évidemment pas surpris de constater que le Sujet historique dont on présente l’histoire est celui d’une société – que l’on ne qualifie plus de «canadienne» comme dans l’ancien programme – qui devient Nation, mais qui le devient à la dure. Dès 1759, à la suite de la Conquête anglaise et du change-

ment d'empire, commencent en effet les difficultés d'un peuple défait avec le gouvernement colonial de Sa Majesté. La Nation veut s'élever qui en est empêchée par Londres, par ses représentants dans la *Province* et par la bourgeoisie britannique locale. Se multiplient alors les luttes et revendications nationales dont le moment fort coïncide avec les Rébellions de 1837-38. C'est sur cette deuxième défaite, sanctionnée par le Rapport Durham et la promulgation de l'Acte d'Union, que se clôt la première année du cours *Histoire du Québec et du Canada*⁹⁹.

La ministre Malavoy, qui voulait d'un cours conciliant l'histoire politique et l'histoire sociale intégrées à une trame nationale, n'aurait pas fait mieux si elle avait été aux commandes de l'opération de refonte du programme !

CONCLUSION

Il est peu probable que les penseurs et concepteurs de l'ancien programme se lèvent publiquement pour contredire le nouveau programme *Histoire du Québec et du Canada*. La démarche serait de toute façon inutile. Désireux d'éviter toute polémique publique, le MELS compte en effet procéder diligemment dans son entreprise de rénovation du programme HEC. Bien organisée et forte d'infatigables militants, la Coalition pour l'histoire, quant à elle, surveille de près toute velléité réformatrice de la part de quelque groupe concurrent – que l'on cherche d'ailleurs en vain dans la Cité québécoise. Enfin, les didacticiens et psycho-pédagogues, qui avaient joué un rôle important dans l'élaboration du programme précédent, peuvent difficilement s'imposer dans les discussions en cours tant ils ont été démis par la critique.

Il faut ajouter une quatrième raison – majeure – au fait que ne sera probablement pas contestée la réforme du programme HEC : tout porte à croire que revenir à une présentation plus simple, voire plus facile, sinon plus « naturelle » du passé¹⁰⁰ – toutes caractéristiques de l'histoire politique, événementielle, narrative et nationale – fasse en effet consensus chez la majorité des intéressés de l'histoire, y compris les politiques et de nombreux enseignants. Dans ce contexte, on se demande pourquoi les adeptes d'une conception plus problématique du passé et d'une pratique plus réflexive de son enseignement monteraient au front. Rares sont ceux qui aiment se fatiguer pour rien !

Que faire alors ? Les choix sont restreints. Prenons pour acquis qu'il ne sera pas possible d'amender de manière notable le programme en voie d'élaboration non plus que d'écarter significativement le cadre initial posé par le Rapport Beauchemin – entériné par le ministre en titre du MELS, ne l'oublions pas. Sachant cela, l'intervention la plus fructueuse pourrait consister à œuvrer à partir du rapport et du programme existants pour en surinvestir certaines facettes.

Dans le rapport comme dans le programme, on parle ainsi d'une compétence à aiguïser chez l'élève, celle d'interpréter les réalités sociales. Ailleurs, on dit que l'étude de l'histoire doit mener les jeunes à remettre en cause leur compréhension de l'histoire du Québec et du Canada. De même, on affirme que la caractérisation et que l'interprétation de l'histoire ont pour but de permettre aux élèves d'étoffer leurs habiletés intellectuelles sur les plans de la conceptualisation, de la synthèse, de l'analyse, de la confrontation de différentes interprétations et de la comparaison. Dans un paragraphe du programme, on valorise l'usage des sources en classe d'histoire. On dit même qu'il serait utile d'établir

des liens entre les apprentissages réalisés dans le cours d'histoire et les réalités sociales d'aujourd'hui ; c'est ainsi, ajoute-t-on, que l'étude du passé prend son sens pour les jeunes.

Dans leur libellé, ces prescriptions ne sont pas si éloignées de celles que l'on trouvait dans l'ancien programme. Il suffirait de leur donner de l'ampleur dans l'acte pédagogique et les séquences d'enseignement pour faire évoluer le nouveau programme dans une direction désirable. Dans ce contexte, former solidement les enseignants aux principes et méthodes de la pensée historique pourrait constituer un moyen d'assurer la pérennité de ce qui était fondamental aux concepteurs de l'ancien programme, soit apprendre aux élèves à raisonner, réfléchir et travailler autant qu'à connaître, se souvenir et mémoriser. Par ailleurs, si l'interprétation du passé proposée aux élèves comportait une dimension critique par rapport aux visions acquises de l'expérience québécoise¹⁰¹, comme on semble le souhaiter, la démarche pourrait amener un grand nombre de jeunes à s'ouvrir à d'autres interprétations possibles de l'histoire québécoise.

Admettons cependant qu'un tel scénario est peu probable, surtout en ce qui concerne le deuxième point – introduire les jeunes à une autre histoire du Québec –, rejeté sans ambages par les nationalistes¹⁰². Le Rapport Beauchemin confirme en effet cette fermeté plutôt qu'il ne l'entaille. Pour ses auteurs, le script national reste le pivot articulant l'expérience québécoise. On est d'ailleurs sidéré par le nombre de fois que l'expression «trame nationale» est employée dans le document¹⁰³ ! Il faut savoir par ailleurs que la manie de bien des enseignants de lire l'histoire du Québec à la lumière de la possibilité de (faire) l'indépendance ajoute à la difficulté d'altérer ou de complexifier la conscience historique des jeunes¹⁰⁴. À l'heure actuelle, celle-ci demeure enracinée dans le grand roman national québécois¹⁰⁵, roman qu'Éric Bédard vient de rééditer dans son *Histoire du Québec pour les Nuls*, ouvrage apparemment populaire dans les écoles secondaires. Encore une fois, on peut douter de la possibilité d'amener les jeunes à penser différemment l'expérience historique québécoise.

Quel avenir pour l'enseignement de l'histoire du Québec ? À court terme, les partisans d'«une autre histoire du Québec» ont clairement subi la défaite. Espérons que cette déconfiture ne les ébranle pas dans leur volonté de produire du matériel historique et didactique de haute qualité qui confronte les savoirs acquis et les pratiques établies. L'abdication, on le sait, n'est jamais une solution.

¹ Sur l'évolution des programmes d'histoire au Québec, voir Daniel Moreau, «Les réformes de l'enseignement de l'histoire nationale, du rapport Parent au rapport Lacoursière», *Bulletin d'histoire politique*, 14, 3 (printemps 2006), p. 31-52 ; Julien Prud'homme, «Le nouveau programme. La réforme du programme d'histoire nationale et ses acteurs, 1963-2006», dans Félix Bouvier et Michel Sarra-Bournet, dir., *L'Enseignement de l'histoire au début du XXe siècle au Québec*, Sillery, Septentrion, 2008, p. 44-52 ; Olivier Lemieux et Catherine Côté, «Étude des programmes et des manuels d'histoire du Québec de 1967 à 2012», *Bulletin d'histoire politique*, 22, 3 (printemps-été 2014), p. 145-157. Pour prendre connaissance du programme HEC, on consultera [en ligne]

www1.mels.gouv.qc.ca/sections/programmeFormation/secondaire2/medias/7b-pfeq_histoire.pdf/.

² Marc-André Éthier, Jean-François Cardin et David LeFrançois, «Cris et chuchotements : la citoyenneté au cœur de l'enseignement de l'histoire au Québec», *Revue d'histoire de l'éducation*, 25, 2 (automne 2013), p. 87-107. Voir aussi Jean-François Cardin, «De la supposée dénationalisation des programmes d'histoire», *Le Devoir*, 11 mars 2013. Pour un complément bibliographique, cf. Paul Aubin, «Bibliographie sommaire de l'enseignement de l'histoire au Québec», [en ligne] http://sphq.recitus.qc.ca/IMG/pdf/SITE_WEB.pdf/.

³ Article déclencheur : Antoine Robitaille, «Cours d'histoire épurés au secondaire : Québec songe à un enseignement moins politique, non national et plus pluriel», *Le Devoir*, 27 avril 2006.

⁴ Christian Rioux, «L'imposture pédagogique – Le professeur français Bernard Berthelot défend l'école des savoirs contre celle des compétences», *Le Devoir*, 4 juillet 2006. Pour une position différente : Marc-André Éthier, «Du faux débat entre connaissances et compétences», *Traces*, 43, 3 (mai-juin 2005), p. 14-16.

⁵ Christian Rioux, «Suicide assisté», *Le Devoir*, 5 mai 2006 ; «Une génération d'amnésiques. Abandonner l'approche chronologique est une erreur, soutient l'historien français Alain Corbin», *Le Devoir*, 26 mai 2006 ; *Id.*, «La fin de l'histoire», *Le Devoir*, 30 juin 2006.

⁶ On se rappelle le pamphlet lancé à ce sujet par Mathieu Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille du Québec*, Montréal, Boréal, 2008. Voir aussi Jacques Rouillard, «Le nouveau programme d'histoire a largué le 'nous' au profit du 'je'», *Bulletin d'histoire politique*, 15, 2 (hiver 2007), p. 85-87 ; de même : Félix Bouvier, «Quand l'histoire nationale devient problématique au nom de l'éducation à la citoyenneté : phénomène à inverser», *Bulletin d'histoire politique*, 15, 2 (hiver 2007), p. 89-106.

⁷ «Fournier rejette l'histoire épurée», *Le Devoir*, 28 avril 2006.

⁸ *Progression des apprentissages au secondaire. Histoire et éducation à la citoyenneté, 3^e et 4^e secondaire*, Québec, MELS, juin 2011, [en ligne]

www1.mels.gouv.qc.ca/progressionSecondaire/domaine_univers_social/histoire2/index.asp

⁹ Lisa-Marie Gervais, «Un virage axé sur les connaissances», *Le Devoir*, 23 juin 2011. Pour une analyse plus approfondie, voir Vincent Fontaine, «Cours d'histoire du Québec au secondaire : la question nationale est-elle aussi absente qu'on le dit ?», [en ligne] www.tonhistoireduquebec.ca/.

¹⁰ Stéphanie Demers, «Relations entre le cadre normatif et les dimensions téléologique, épistémologique et praxéologique des pratiques d'enseignants d'histoire et d'éducation à la citoyenneté», thèse de doctorat en didactique, UQAM, 2012 ; Vincent Boutonnet, «Les ressources didactiques : typologie d'usages en lien avec la méthode historique et l'intervention éducative d'intervenants d'histoire au secondaire», thèse de doctorat en didactique, Université de Montréal, 2013 ; Annie Mathieu, «Cours d'histoire et question nationale : le grand malentendu», *Le Soleil*, 20 octobre 2012.

¹¹ Pour en savoir davantage sur ce regroupement, dont les membres et les organismes membres sont tous d'obédience nationaliste, voir www.coalitionhistoire.org. Voir aussi Christian Laville, «La vraie nature d'un mouvement d'opposition», *Le Devoir*, 5 mars 2012, de même que Christian Laville et Michèle Dagenais, «Le naufrage du programme d'histoire nationale. Retour sur une occasion manquée et considérations sur l'éducation historique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 60, 4 (printemps 2007), p. 517-550.

¹² Josiane Lavallée, «Une histoire javellisée au service du présent», Montréal, Coalition pour l'histoire/Fondation du prêt d'honneur, 2012, [en ligne]

<http://www.coalitionhistoire.org/sites/default/files/une-histoire-javellisee-au-service-du-present.pdf/>.

¹³ Voir en particulier le texte de Félix Bouvier et Laurent Lamontagne (respectivement, à l'époque, membre et président de la Société des professeurs d'histoire du Québec), «Quand l'histoire se fait outil de

propagande», *Le Devoir*, 28 avril 2006. Que Bouvier et Lamontagne aient signé leur texte à titre d'officiers de la SPHQ leur fut apparemment reproché «à l'interne». Précisons que la SPHQ est l'un des organismes membres de la Coalition pour l'histoire ; Laurent Lamontagne est représentant de la Coalition au sein de la SPHQ [site de la Coalition consulté le 2 janvier 2015].

¹⁴ Fondé en 1992 par Robert Comeau, qui reste associé à la revue comme codirecteur, le *Bulletin d'histoire politique*, au fil des ans, a publié plusieurs dossiers sur la dernière réforme de l'enseignement de l'histoire au Québec. Si des auteurs se sont exprimés en faveur du programme HEC dans le BHP, la parole majoritaire a été accaparée par (ou donnée aux) critiques de l'initiative ministérielle. Certains éditoriaux de la revue, signés par Robert Comeau et Josiane Lavallée en particulier, ont été notablement durs à l'endroit de la réforme et de ses concepteurs effectifs ou avérés.

¹⁵ Montréal, Institut de recherche sur le Québec, mars 2009. *Think tank* conservateur, l'IRQ regroupe plusieurs personnalités ou chercheurs se réclamant de la cause nationaliste, notamment Gilles Grondin (directeur général), Éric Bédard (administrateur et membre du comité scientifique), Myriam D'Arcy (administratrice) et Joseph Facal (membre du comité scientifique et ancien ministre péquiste), de même que, entre autres, Mathieu Bock-Côté et Charles-Philippe Courtois, chercheurs associés à l'institut Cf. [en ligne] irq.qc.ca [site consulté le 2 janvier 2015].

¹⁶ Professeur d'histoire au Collège militaire royal de Saint-Jean et chercheur à l'IRC, Courtois, qui collabore fréquemment à la revue *L'Action nationale*, dont l'appellation traduit bien l'orientation politique, est membre de la Coalition pour l'histoire. Aux côtés d'Éric Bédard, de Robert Comeau et de Gilles Laporte, entre autres, il est membre du comité consultatif des historiens à la Fondation Lionel-Groulx. Cf. [en ligne], www.fondationlionelgroulx.org [site consulté le 2 janvier 2015].

¹⁷ Marc-André Séguin, «Le récit national toujours écarté», *Journal de Québec*, 12 mai 2009 ; Marie Allard, «Le nouveau cours d'histoire critiqué dans une étude», *La Presse*, 12 mai 2009 ; Antoine Robitaille, «[La ministre] Courchesne défend le nouveau cours d'histoire», *Le Devoir*, 14 mai 2009.

¹⁸ «Feds» signifie, avec la péjoration qu'on imagine, «fédéraliste», c'est-à-dire, non simplement une personne de tendance ou d'obédience fédéraliste réelle ou réputée, mais aussi, pour cette raison, une personne trahissant la cause nationale québécoise.

¹⁹ Michel David, «Joyeux anniversaire», *Le Devoir*, 8 janvier 2009 ; *Id.*, «Le syndrome de McCartney», *Le Devoir*, 27 janvier 2009.

²⁰ Très populaires auprès des jeunes, Biz (Sébastien Fréchette) et Batlam (Sébastien Ricard), leaders du groupe, s'affichent ouvertement comme de fervents souverainistes.

²¹ Présenté comme le rendez-vous de tous les Québécois, l'événement (www.moulinaparoles.com) fut en réalité un grand *happening* nationaliste, la foule présente se faisant en quelque sorte rappeler la mémoire de ses morts. En témoigne à sa manière Antoine Robitaille, journaliste au *Devoir* et enthousiaste supporteur du rassemblement sur les plaines d'Abraham, haut lieu de mémoire collective, qui écrit, tel un néo-patriote ému par la cérémonie extraordinaire à laquelle il assiste : «Samedi et dimanche, une chose rare s'est faite voir : un public respectueux, attentif, presque studieux. C'est ce qu'on devrait prendre le temps de faire dans les écoles : lire des textes. Donner la parole à nos grands morts : ce sont les meilleurs professeurs. Un peuple qui ne connaît pas ses morts a du mal à vivre.» Antoine Robitaille, blogue «Mots et maux de la politique», *Le Devoir*, 14 septembre 2009. Pour plus de détails sur l'événement – diffusé en direct, en rediffusion et sur demande, en ligne, sur VOX-TV (maintenant MATV), propriété de Québecor média – voir Brigitte Haentjens *et al.*, *Sous haute surveillance. Le Moulin à paroles*, Montréal, L'Instant même, 2010.

²² Gilles Laporte et Myriam D'Arcy, *Je ne me souviens plus. L'état désastreux de l'enseignement de l'histoire nationale dans le réseau collégial public du Québec*, Montréal, Fondation Lionel-Groulx, novembre 2010. À titre d'information, précisons que Laporte, président du Mouvement national des Québécoises et des Québécois (MNQ), organisme promoteur de l'identité québécoise depuis 1947, a reçu le titre Patriote de l'année en 2010-11, nomination attribuée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Pour sa part, Myriam D'Arcy est responsable de l'animation politique, des commémorations et des événements de fierté au MNQ. Précédemment, elle avait été assistante de recherche à la TÉLUQ-UQAM. Elle a été en outre responsable du développement de la revue *L'Action nationale*.

²³ Lisa-Marie Gervais, «Cégeps : l'histoire en voie de disparition», *Le Devoir*, 25 novembre 2010 ; Marie-Andrée Chouinard, «Il était une fois...», *Le Devoir*, 26 novembre 2010.

²⁴ Éric Bédard, avec la collab. de Myriam D'Arcy, *L'histoire nationale négligée. Enseignement et recherche universitaires au Québec*, Montréal, Fondation Lionel-Groulx, septembre 2011.

²⁵ Voir en particulier Donald Fyson, «Une vision polémiste sur l'histoire enseignée», *Le Devoir*, 7 octobre 2011 ; Denyse Baillargeon, «Le soi-disant déclin de l'histoire nationale au Québec», *Le Devoir*, 14 octobre 2011 ; Marc-André Éthier, «L'histoire québécoise n'est pas délaissée», *Le Devoir*, 28 octobre 2011.

²⁶ Jocelyn Létourneau, «Un rapport gênant», *Le Devoir*, 20 octobre 2011. Cet article m'a valu les reproches violents de quelques intervenants, en particulier Pierre Graveline, membre de la Coalition pour l'histoire, et surtout Jacques Beauchemin, alors professeur de sociologie à l'UQAM, mais aussi, pendant une dizaine d'années, conseiller de Pauline Marois et – on l'a appris récemment – souvent présent au caucus des députés du PQ. À ce sujet, voir Vincent Marissal, «Le choc, la charge, la charte», *La Presse*, 31 mars 2014. Voir aussi Antoine Robitaille, «Le 'Nous', c'est lui [Jacques Beauchemin]», *Le Devoir*, 23 septembre 2007.

²⁷ Marie-Andrée Chouinard, «Ignorance collective» [éditorial], *Le Devoir*, 5 octobre 2011.

²⁸ L'un des bruits persistants à l'époque est certainement le tube, publié dans Internet en mai 2004 par les Loco Locass, et ayant pour titre «Libérez-nous des Libéraux». La chanson connaît un franc succès dès sa sortie en 2003. Encore de nos jours, elle demeure une espèce de cri de ralliement que l'on entonne dans certains cercles pour se rappeler à quel point les libéraux, c'est-à-dire le Parti libéral du Québec, sont la cause de tous les maux de la province !

²⁹ Raphaël Gani, «Accroître la légitimité de l'exercice consultatif. Mémoire présenté lors de la Consultation publique portant sur le renforcement de l'enseignement de l'histoire nationale au secondaire et au primaire», [en ligne]

histoireengagee.ca/wp-content/uploads/2014/01/GANI-Raphaël.-Accroître-la-légitimité....pdf/.

³⁰ Dans ses prises de position, Marie Malavoy s'appuie aussi sur les sondages effectués par la Coalition pour l'histoire (www.youtube.com/watch?v=k853Pu8y9Zw), lesquels démontrent soit la faible connaissance des jeunes Québécois à propos de l'histoire nationale, soit le déclin de l'enseignement et de la recherche en histoire nationale, soit la déception des enseignants devant le programme HEC, soit la frustration de la population devant l'enseignement lacunaire de l'histoire du Québec. À propos des sondages (disponibles dans le site www.coalitionhistoire.org), critiquables sur le plan méthodologique, voir Raphaël Gani, «Qui est le premier ministre du Québec ? La mise en scène d'une ignorance collective», [en ligne] thenhier.ca, 12 janvier 2015.

³¹ Presse canadienne, «Enseignement de l'histoire. Le PQ exige la tenue d'une commission parlementaire», *Le Devoir*, 5 novembre 2011.

³² Parmi les considérant de la pétition se trouvent les suivants : «Considérant que l'histoire sert à connaître le passé afin d'expliquer le présent et d'orienter le futur» ; «Considérant que la mémoire historique d'un peuple, d'une nation, a une influence décisive sur son destin» ; [...] «Considérant que notre histoire nationale est pratiquement absente des cours donnés présentement dans les écoles québécoises» ; «Considérant les résultats d'une recherche menée par la Fondation Lionel-Groulx qui dit, notamment, que l'histoire nationale n'a cessé d'être négligée dans les départements d'histoire des universités québécoises» ; «Considérant que le courage d'un peuple réside aussi dans la connaissance qu'il a de son histoire et des batailles qu'il a menées pour assurer sa survie», «Les soussignés demandent à l'Assemblée nationale d'augmenter de façon substantielle le nombre d'heures consacrées à l'enseignement de l'histoire dans nos milieux d'enseignement et de faire de ces cours de véritables lieux d'apprentissage de l'histoire québécoise.» [...] [En ligne] www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2165/index.html/.

³³ Parti Québécois, *L'avenir du Québec est entre vos mains. Plateforme électorale de 2012* [s.d.n.l], p. 12, [en ligne] mon.pq.org/documents/monpq_516f6a49d4ec3.pdf/.

³⁴ Annie Mathieu, «Marie Malavoy : moins d'anglais, plus d'histoire», *Le Soleil*, 11 octobre 2012. Dans un article récent («Défendre l'histoire 'nationale'», *Bulletin d'histoire politique*, 22, 3, printemps été 2014, p. 158-164), Éric Bédard qualifie de «maladroite et d'improvisée» l'intervention de la ministre du fait qu'elle expose l'«intention louable» de réformer le programme HEC à des «critiques malveillantes».

³⁵ Voir J. Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB, 2002 ; *Id.*, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Montréal, Athéna, 2007 ; J. Beauchemin et M. Bock-Côté, *La Cité identitaire*, Montréal, Athéna, 2007. À noter qu'il est possible que la ministre Malavoy ait été aussi influencée par les idées de Jean-François Lisée, conseiller politique au PQ et, depuis septembre 2012, député péquiste à l'Assemblée nationale du Québec. Dans son ouvrage intitulé *Nous* (Montréal, Boréal, 2012), Lisée plaide en effet pour l'opportunité d'un virage identitaire (au PQ) après que l'Action démocratique du Québec (ADQ), parti conservateur sur la scène politique québécoise, eût joué cette carte avec beaucoup de succès durant les années 2000. En reprenant à bras-le-corps la question identitaire, le PQ espérait se réapproprié un dossier qui, selon certains, lui revenait «naturellement». Chose certaine, on sait (Antoine Robitaille, «Le 'Nous', c'est lui», *loc. cit.*) que Beauchemin et Lisée, de concert avec Joseph Facal et Louise Beaudoin, étaient conseillers de Pauline Marois, dont Marie Malavoy, à l'époque, était très proche.

³⁶ Les groupes nationalistes au premier plan, notamment la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal («La SSJBM appuie les mesures pédagogiques proposées par la ministre de l'Éducation», [en ligne] ssjb.com/la-ssjbm-appuie-les-mesures-pedagogiques-proposees-par-la-ministre-de-leducation-0), de même que la Coalition pour l'histoire (www.fondationlionelgroulx.org/Enseignement-de-l-histoire.html). Voir aussi Micheline Lachance, nationaliste ardente et auteure de romans d'histoire – de «romans-vérité» à son dire – dans lesquels sont mises en valeur certaines figures majeures du panthéon nationaliste québécois («D'une cage de homards à l'autre», *Le Devoir*, 13 octobre 2012), ainsi que Mathieu Bock-Côté, nationaliste avoué, chroniqueur et blogueur au *Journal de Montréal* («L'histoire à l'école», [en ligne] blogues.journaldemontreal.com/bock-cote/politique/lhistoire-a-lecole/).

³⁷ Notamment les partis d'opposition à l'Assemblée nationale (Parti libéral du Québec et Coalition-Avenir-Québec), mais aussi les éditorialistes des journaux anglophones (en particulier *The Gazette*).

³⁸ Éric Bédard, dont le nom revient souvent dans cet article, est un ancien président de l'aile jeunesse du Parti Québécois. Professeur à la TÉLUQ, il est historien professionnel et s'implique activement dans la promotion de l'histoire nationale à travers plusieurs canaux médiatiques (presse, télé, Internet, chroniques journalistiques, ouvrages populaires, ouvrages savants, revues d'idées, magazines populaires).

³⁹ Parmi les experts invités à siéger au sein du comité figurent Éric Bédard, Félix Bouvier, Jean-Pierre Charland, Charles-Philippe Courtois, Micheline Dumont, Catherine Duquette, Pierre Graveline, Gilles Laporte, Jocelyn Létourneau, Sylvie Vincent et Paul Zanazanian. De ce groupe, la moitié est membre de la Coalition (Bédard, Courtois et Laporte) ou sympathisants de l'organisme (Bouvier et Graveline).

⁴⁰ Intéressant de lire comment Éric Bédard décrit l'opération dont il est au cœur. Voir son article «Défendre l'histoire 'nationale'», *loc. cit.* Signalons qu'au dire de la Coalition pour l'histoire, la personne indésirable au sein du comité n'est autre que moi-même (J. Létourneau). À ce propos, voir Annie Mathieu, «Révision du programme d'histoire : Malavoy préfère l'avis d'experts pro-question nationale», *Le Soleil*, 4 septembre 2013.

⁴¹ Écoutons Éric Bédard s'exprimer sur le sujet dans le cadre d'une table ronde sur l'histoire du Québec, diffusée sur les ondes de Radio Ville-Marie le 16 mai 2013 [en ligne]

www.youtube.com/watch?v=Y99uK7w4ymY : «Moi et d'autres ont signalé le problème à la ministre. On a dit : «si on va dans cette direction-là, on perd notre temps, on fait de l'occupationnel pour pelleter en avant, mais ça va donner aucun résultat. Et donc ils ont décidé de reculer. La ministre a décidé et là, tout indique qu'elle va nommer une personne qui va lui faire rapport sur quel serait le meilleur chemin pour renforcer.»

⁴² Lisa-Marie Gervais, «Bisbille autour d'un comité ministériel», *Le Devoir*, 6 mars 2013 ; Josée Boileau, «Assez de querelles !», [éditorial], *Le Devoir*, 7 mars 2013. Voir aussi Marc-André Éthier, «Contre la Coalition pour l'histoire», *Le Devoir*, 11 mars 2013, et Lise Proulx, présidente de l'Association québécoise pour l'enseignement en univers social (AQEUS), «Pour un enseignement de l'histoire au service de la pensée critique», *Le Devoir*, 7 mars 2013.

⁴³ Lettre à Marie Malavoy, portant entête de la Coalition pour l'histoire, datée du 7 mars 2013 et signée par Pierre Graveline et Robert Comeau, respectivement coordonnateur et porte-parole de l'organisme. Dans la lettre, quatre suggestions prioritaires sont soumises à la ministre : 1) bonifier la formation des futurs enseignants au secondaire ; 2) modifier le programme d'enseignement de l'histoire de 3^e et 4^e secondaire afin de

scinder sur deux ans la trame chronologique de l'histoire du Québec et du Canada ; 3) renommer le titre du cours d'histoire en 3^e et 4^e secondaire *Histoire du Québec et du Canada* ; 4) Revoir le programme d'enseignement de l'histoire au primaire et au secondaire, en privilégiant la connaissance des événements politiques de l'histoire nationale du Québec permettant de comprendre l'évolution de la société québécoise à travers une trame chronologique qui met en lumière les dates charnières de l'histoire nationale, politique, économique, sociale et culturelle du Québec et du Canada. Dans la section de la lettre intitulée *Se donner les moyens de réussir*, les signataires recommandent par ailleurs à la ministre de créer un petit groupe de travail indépendant, relevant directement d'elle [...] et ayant mandat de [lui] remettre un rapport [quelques mois après sa création]».

⁴⁴ «Renforcement de l'identité : cours d'histoire nationale. Le gouvernement du Québec annonce sa démarche pour renforcer l'enseignement de l'histoire nationale», communiqué, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Québec, le 2 septembre 2013, [en ligne] www.mesrst.gouv.qc.ca/actualites/affichage-des-nouvelles/article/5273/.

⁴⁵ Vincent Marissal, *loc. cit.* Pour situer Beauchemin comme penseur, on lira, de Jean-Marc Pottle et Jean-Pierre Couture, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 2012. Les auteurs y tracent le portrait intellectuel de six penseurs associés au nationalisme conservateur, parmi lesquels figurent Bédard et Beauchemin, mais aussi Joseph-Yvon Thériault, dont la pensée est souvent mobilisée par les ténors nationalistes lorsqu'il s'agit d'aborder la question identitaire. Précisons par ailleurs que Beauchemin et Bédard sont respectivement directeur de recherche et chercheur à la Chaire Mondialisation, Citoyenneté, Démocratie de l'UQAM, dont Thériault a été le titulaire de 2008 à 2014.

⁴⁶ Ce que l'auteur reconnaît d'ailleurs en préface de son ouvrage.

⁴⁷ Jocelyn Létourneau, «La fin de l'histoire québécoise ?», *Recherches sociographiques*, 54, 1 (2013), p. 165-182.

⁴⁸ L'auteur, qui a bénéficié du service d'un agent de presse se consacrant exclusivement à la promotion du livre, confesse qu'il a enchaîné, durant une semaine complète et presque à temps plein, les entrevues à la radio, à la télévision et dans la presse. Conférence d'Éric Bédard, CÉLAT, Université Laval, février 2013.

⁴⁹ Micheline Dumont «L'Histoire du Québec pour les Nuls : les femmes ne sont nulle part», *Le Devoir*, 21 décembre 2012 ; Andrée Lévesque, «Où sont-elles ?», *Histoire engagée*, 8 janvier 2013, [en ligne] www.histoireengagee.ca/lactualite-en-debat-ou-sont-elles/.

⁵⁰ Karine Velder, «Les grands coups de cœur de 2012», *Journal de Montréal*, [en ligne] www.journaldemontreal.com/2012/12/22/les-grands-coups-de-cœur-de-2012/.

⁵¹ Mathieu Bock-Côté, «L'histoire du Québec selon Éric Bédard», [en ligne] <http://blogs.journaldemontreal.com/bock-cote/general/lhistoire-du-quebec-selon-eric-bedard/>.

⁵² Odile Jouanneau, <http://selection.readersdigest.ca/magazine/tentations-nos-suggestions-pour-janvier-2013?id=2/>.

⁵³ Didier Fessou, «Chronique des livres», *Le Soleil*, 18 novembre 2012.

⁵⁴ L'ouvrage de Bédard a figuré au moins deux ans ainsi comme lecture recommandée dans le cours SOC-1003 : «Formation et développement du Québec contemporain», donné à l'Université Laval. Voir aussi Mathieu Bock-Côté, «L'histoire du Québec selon Éric Bédard», *loc. cit.*, qui avoue recommander l'ouvrage à ses étudiants universitaires.

⁵⁵ Intéressant le point de vue suivant, qui m'a été transmis par un diplômé au baccalauréat en enseignement secondaire inscrit dans l'un de mes cours à l'hiver 2013 : «J'ai suivi avec vous le cours sur l'histoire du Québec avec les étudiants en enseignement secondaire l'an passé. J'ai eu une pensée pour le cours lorsqu'en me promenant dans la bibliothèque de mon école, je suis tombé sur *L'Histoire du Québec pour les Nuls*. Il y avait plusieurs copies de l'ouvrage, une douzaine peut-être, on peut donc soupçonner que certains enseignants l'utilisent comme manuel de référence dans leur cours de troisième ou de quatrième secondaire, du moins pour une partie de leur cours.» Courriel privé, 14 avril 2014.

⁵⁶ Allocution de Pierre Graveline, «Lancement de *L'Histoire du Québec pour les Nuls*, d'Éric Bédard», [en ligne] www.fondationlionelgroulx.org/Lancement-de-L-Histoire-du-Quebec.html/.

⁵⁷ Société de Québecor Média et dirigée par Pierre Graveline.

⁵⁸ Précisons que Micheline Lachance est membre du conseil d'administration de la Fondation Lionel-Groulx. [Site de la fondation consulté le 2 janvier 2015].

⁵⁹ Fondé le 1^{er} mai 1984, *L'Aut'Journal* est, au dire de l'un de ses fondateurs, Pierre Dubuc, «depuis 30 au front pour la langue, la laïcité, le syndicalisme, le droit à l'information et l'indépendance nationale», [en ligne] <http://www.lautjournal.info/>.

⁶⁰ Voir sa chronique de livres à l'adresse <http://lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=5034/>.

⁶¹ Québecor Média n'est pas n'importe quelle entreprise. Il s'agit de «l'un des plus importants conglomerats de médias au Canada. Elle est active dans la télédistribution, la téléphonie, l'accès Internet, l'édition de journaux, de magazines et de livres, de même que dans la distribution et la vente au détail d'un large éventail de produits culturels.» Source : www.quebecor.com.

⁶² Soulignons au passage que deux auteurs de *Dix journées qui ont fait le Québec*, Éric Bédard et Mathieu Bock-Côté, sont chroniqueurs attirés au *Journal de Montréal*, dont les textes sont reproduits dans le *Journal de Québec*. À Montréal et à Québec, les deux quotidiens dominent les tirages.

⁶³ www.fondationlionelgroulx.org/Dix-journees-qui-ont-fait-le,434.html/.

⁶⁴ www.fondationlionelgroulx.org/IMG/pdf/dix-journees-qui-ont-fait-le-quebec-brochure.pdf. Intéressant de lire le texte signé des ministres : «*Un peuple ne se sépare pas de son passé, pas plus qu'un fleuve ne se sépare de sa source, la sève d'un arbre, de son terroir.* Cette citation de Lionel Groulx résume à elle seule l'importance de mieux faire connaître l'histoire de notre nation aux générations présentes et futures. Conscient de la richesse de notre passé, notre gouvernement en a fait une de ses priorités, en entreprenant une démarche menant au renforcement de l'enseignement de l'histoire nationale. / *Dix journées qui ont fait le Québec.* Que d'images pleines d'émotions suggère cette simple phrase. L'histoire du Québec est ponctuée de grands moments qui ont forgé notre identité. Ces grands moments, comme les personnages auxquels ils sont associés, méritent d'être connus pour ce qu'ils sont : les fondements de notre identité, comme l'est notre langue, d'ailleurs. En ce sens, l'enseignement de l'histoire nationale est indissociable d'une formation de qualité. / C'est pourquoi le gouvernement du Québec est fier de s'associer à la Fondation Lionel-Groulx, qui poursuit avec la même passion pour l'histoire, la mission initiée par son fondateur. / Des moments d'écoute captivants vous attendent, préparés spécialement à votre attention par dix grands historiens du Québec. Ce seront certainement des instants des plus agréables et inspirants dans votre volonté de léguer aux générations montantes la connaissance des faits, des lieux et des êtres à qui l'on doit de rayonner comme une nation fière et ouverte sur le monde.»

⁶⁵ Précisons que les conférences sont également diffusées sur la chaîne MATV, propriété de Québecor.

⁶⁶ Rappelons qu'en 2010, Christian Rioux s'est vu attribué, par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, le prix Olivar-Asselin, remis à un journaliste québécois qui s'est démarqué pour la défense du français au Québec.

⁶⁷ À noter que certains articles ou éditoriaux publiés dans *La Presse*, journal de tendance fédéraliste, ont fait état d'une position critique (surfaite) par rapport à la réforme du programme d'histoire en 2006 (cf. Lysiane Gagnon, «L'histoire pour les nuls», *La Presse*, 29 avril 2006 ; André Pratte, «L'histoire sans date», *La Presse*, 28 avril 2006 ; *Id.*, «Histoire d'une histoire», *La Presse*, 2 mai 2006. Cela dit, la couverture du débat sur l'histoire dans ce journal reste marginale. Ce n'est pas dans ses pages que s'expriment habituellement les intervenants intéressés par la question de l'enseignement de l'histoire.

⁶⁸ Avec, entre autres, Normand Baillargeon et Marc Chevrier, professeurs à l'UQAM, Éric Bédard, en janvier 2006, fonde le Collectif pour une éducation de qualité (CEQ), dont fait aussi partie, notamment, François Charbonneau, directeur de la revue *Argument*. La position du CEQ concernant l'éducation, dont l'une des finalités maîtresses est de promouvoir l'identité et la culture québécoises, est bien exposée dans le mémoire déposé par l'organisme aux audiences de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles (Commission Bouchard-Taylor), «Transmettre adéquatement un patrimoine culturel et historique», Montréal, 19 octobre 2007.

⁶⁹ Parmi les penseurs reçus à l'émission *À la page*, notons Mathieu Bock-Côté, Normand Baillargeon, Joseph-Yvon Thériault, Yves Michaud, Jean Garon et Gabriel Nadeau-Dubois. À différents moments, les

trois premiers ont collaboré avec Bédard à différents dossiers ; les deux suivants ont été intimement liés au PQ ; électron libre et leader étudiant lors des grandes manifestations du printemps 2012, le dernier se situe néanmoins dans la mouvance indépendantiste.

⁷⁰ À noter que Bédard est également membre du comité de rédaction de la revue *Argument*, dont la tendance éditoriale, depuis quelques années, est clairement passée, sous l'impulsion de ses directeurs successifs, en particulier son directeur actuel, François Charbonneau, de l'éclectisme au nationalisme conservateur. Précisons qu'Antoine Robitaille, qui répercute fréquemment les positions de la Coalition pour l'histoire dans la page éditoriale du journal *Le Devoir*, est membre du conseil de rédaction de la revue *Argument*. [Site de la revue consulté le 2 janvier 2015].

⁷¹ Intéressant de constater que la Fondation Lionel-Groulx, dont Bédard est administrateur, a lancé le projet «100 figures marquantes de notre histoire». La présentation du projet en dit long sur les objectifs de l'entreprise : «Au moment où les grands personnages de l'histoire du Québec sont évacués des programmes d'enseignement et de recherche dans notre réseau d'éducation, la Fondation Lionel-Groulx entend faire redécouvrir aux Québécoises et aux Québécois les figures marquantes de notre histoire, ces femmes et ces hommes qui ont apporté une contribution vraiment significative au développement de notre nation [...]. Parmi les logos affichés sous la présentation du projet figurent celui de Québecor Média, celui du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (Québec), et celui du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et Technologie (Québec).

⁷² Ulibre – Introduction à l'histoire politique du Québec, Éric Bédard, [en ligne] www.youtube.com/watch?v=Lmhukpf1Uuk

⁷³ Éric Bédard, «Je me souviens ? La riposte populaire au pont Maurice-Richard est rassurante», *L'Actualité – Le blogue politique*, 7 janvier 2015 [en ligne] www.lactualite.com/blogues/le-blogue-politique/pont-champlain-pourquoi-les-conservateurs-ont-du-reculer/.

⁷⁴ Mathieu Bock-Côté, «L'importance de l'histoire : grande entrevue avec l'historien Charles-Philippe Courtois», [en ligne] blogues.journaldemontreal.com/bock-cote/politique/limportance-de-lhistoire-grande-entrevue-avec-lhistorien-charles-philippe-courtois/ ; *Id.*, «L'histoire du Québec selon Éric Bédard», [en ligne] blogues.journaldemontreal.com/bock-cote/politique/lhistoire-du-quebec-selon-eric-bedard/.

⁷⁵ Vincent Marissal, *loc. cit.*

⁷⁶ À ce qui vient d'être dit concernant la présence des nationalistes dans le monde des média, il faudrait ajouter l'émission que pilote Robert Comeau sur les ondes de Radio-Ville-Marie et qui a pour titre «Nouveaux regards sur notre histoire». La liste des invités à l'émission – et donc des ouvrages discutés dans son cadre – en dit long sur l'orientation donnée au programme par son animateur. Précisons que les émissions peuvent être entendues, en ligne, sur le site de la Société historique de Montréal, organisme membre de la Coalition pour l'histoire, dont Comeau est l'un des fondateurs.

⁷⁷ Initiatives que s'empresse d'appuyer Antoine Robitaille dans un éditorial senti du journal *Le Devoir* (4 septembre 2013) et intitulé «Programme d'histoire revus : occasion à saisir».

⁷⁸ Il s'agit de Jacques Beauchemin – alors en congé de l'UQAM pour s'occuper des affaires de l'État ; de Nadia Fahmy-Eid, professeure d'histoire à la retraite de l'UQAM ; et de Julien Prud'homme, professeur associé à l'UQAM. Les trois collègues se situent dans la mouvance nationaliste.

⁷⁹ Le programme HEC est également enseigné au premier cycle du secondaire. À ce niveau, son objet est toutefois l'histoire générale, depuis la révolution du néolithique jusqu'à la reconnaissance contemporaine des libertés et des droits civils. Curieusement, ce volet du programme n'a généré aucun débat public ! Le comité Beauchemin n'a pas eu pour mandat d'en faire l'évaluation.

⁸⁰ Lisa-Marie Gervais, «Un cours d'histoire trop 'orienté' au goût des profs», *Le Devoir*, 30 novembre 2013 ; François Chartier, «À la défense de la connaissance de l'histoire», *Le Devoir*, 3 décembre 2013 ; Raymond Bédard et Félix Bouvier, «Enseignement de l'histoire : l'instrumentalisation n'est pas là où on la croit», *Le Devoir*, 4 décembre 2013 ; Jean-François Cardin, «Insultes et confusion épistémologique», *Le Devoir*, 4 décembre 2013 ; Antoine Robitaille, «Enseignement de l'histoire : attaque injuste» [éditorial], *Le Devoir*, 4 décembre 2013 ; Lise Proulx *et al.*, «Programme d'histoire : le renforcement annoncé est-il celui de l'enseignement ?», *Le Devoir*, 12 décembre 2013.

⁸¹ Jacques Beauchemin, Nadia Fahmy-Eid et Julien Prud'homme, *Le sens de l'histoire. Pour une réforme du programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté de 3^e et de 4^e secondaire. Rapport final à la suite de la consultation sur l'enseignement de l'histoire*, Québec, février 2014. Pour une analyse critique du document, voir Christian Laville, «Après Le sens de l'histoire : quelques exigences d'une éducation historique accordée à notre époque», *Enjeux de l'univers social*, à paraître.

⁸² Dans la tradition parlementaire canadienne (et par conséquent québécoise), le Discours du trône permet au chef du gouvernement d'informer les membres du parlement (ou de l'assemblée) du programme que le gouvernement entend mettre en avant durant la session parlementaire qui s'ouvre. Dans le Discours du trône prononcé par Pauline Marois en octobre 2012, on retrouve les passages suivants : «La culture et l'identité québécoises prennent leur source dans notre histoire, une facette de notre identité qui n'est pas suffisamment valorisée. Il est plus que temps de renforcer l'enseignement de notre histoire et c'est ce que nous ferons graduellement, du primaire jusqu'aux chaires de recherche dans les universités.»

⁸³ MELS (Communiqués de presse, Montréal, le 27 février), «Renforcement de l'histoire nationale – Un nouveau programme d'histoire dès septembre 2014», [en ligne] www.mels.gouv.qc.ca/salle-de-presse/communiqués-de-presse/detail/article/emrenforcement-de-lhistoire-nationaleem-un-nouveau-programme-dhistoire-des-lautom/.

⁸⁴ Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, «Implantation d'un cours d'histoire du Québec contemporain au collégial», s.d., 2 pages.

⁸⁵ Lisa-Marie Gervais, «Cégep – Place à l'histoire du Québec contemporain», *Le Devoir*, 12 décembre 2013.

⁸⁶ Hugo Prévost, «Québec financera des chaires de recherche sur l'identité», *La Presse*, 2 mars 2014. Argumentaire curieux lorsqu'on sait que la question de l'identité québécoise, en rapport avec l'histoire notamment, est l'une des plus encombrées de la recherche au Québec !

⁸⁷ Raphaël Gani, «Accroître la légitimité de l'exercice consultatif», *loc. cit.*, annexe 2.

⁸⁸ Mathieu Bock-Côté, «Québec : l'étrange défaite des souverainistes», *Le Débat*, n° 173 (2013/1), p. 134.

⁸⁹ Le lancement d'un programme de chaires de recherche sur l'histoire du Québec financées par l'État québécois aurait été une bonne idée si, à l'instar de ce qu'il en fut pour le programme des chaires de recherche du Canada, l'orientation de ces chaires avait été strictement déterminée par les universités en fonction de leurs besoins internes de développement et de leur stratégie globale de recherche. Cette affirmation n'est pas si éloignée de la position défendue par J.-Yvon Thériault dans un texte intitulé «Identité québécoise : un axe pertinent» (www.acfas.ca/publications/decouvrir/2013/11/identite-quebecoise-axe-pertinent). Si, dans son article publié en novembre 2013 (et ambivalent à souhait), le sociologue appuie le principe d'une politique nationale de la recherche ainsi que l'intitulé des chaires, il rappelle du même souffle qu'il est important de ne «pas trop préciser l'axe retenu de l'identité». Devinant ou craignant peut-être ce qui s'en vient, Thériault, en finale de son article, ajoute que «si la recherche a besoin d'une politique, elle n'a pas besoin de police». On sait que c'est en janvier 2014 que le ministre Duchesne met de l'avant le programme très orienté des chaires sur l'identité. Pour justifier *a posteriori* sa démarche déçue, celui-ci, battu aux élections d'avril 2014, se réclame toutefois astucieusement, dans un texte publié le 12 mai 2014 dans *Le Devoir*, («Le gouvernement Couillard déstructure une politique essentielle»), de l'*imprimatur* de Thériault !

⁹⁰ Daphnée Dion-Viens, «Le nouveau cours d'histoire attendra, tranche Yves Bolduc», *Le Soleil*, 26 avril 2014. En date du 2 juillet 2014, dans un article intitulé «Droits de scolarité : le ministre Bolduc fait volte-face», la même journaliste nous apprend que le ministre a décidé que le cours obligatoire prévu par le PQ serait finalement remplacé par un cours facultatif d'histoire, ce qui a amené l'ire de la députée péquiste Véronique Hivon. Dans un tweet publié la même journée, celle-ci s'exclame en effet : «Min. Bolduc abandonne cours d'histoire au Cégep. Ça ne fait pas partie des «vraies affaires» pour une nation de savoir d'où elle vient.»

⁹¹ Annie Mathieu, «La Fédération des cégeps met un frein au nouveau cours d'histoire», *Le Soleil*, 11 avril 2014.

⁹² Conseil supérieur de l'éducation, «Les répercussions de l'introduction d'un cours d'histoire du Québec dans la formation générale commune de l'enseignement collégial. Avis au ministre de l'Enseignement

supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie», Québec, avril 2014. Voir aussi Pascale Breton, «Pour une vision d'ensemble», *La Presse*, 7 mai 2014. Pour un plaidoyer contraire, cf. Stéphanie Beaupied *et al.*, «De déplorables carences à combler», *Le Devoir*, 21 juin 2014.

⁹³ Philippe Orfali, «Bolduc annule la création des chaires sur l'identité», *Le Devoir*, 30 avril 2014.

⁹⁴ Yves Bolduc, cité dans Catherine Hadfield, «Le Dr Bolduc au chevet de l'Éducation», *La Presse*, 27 avril 2014

⁹⁵ Retranscription du propos d'Yves Bolduc, *Journal de débats de la Commission de la culture et de l'éducation*, Québec, Assemblée nationale, 44, 2, 19 juin 2014.

⁹⁶ Intéressant de constater que, peu de temps après l'élection du 7 avril 2014, alors que le gouvernement définit ses positions concernant l'enseignement de l'histoire, la Coalition pour l'histoire reprend du service et s'active intensément en faveur de la mise au ban du programme HEC. Voir le communiqué émis par le groupe en date du 1^{er} mai 2014, «La Coalition pour l'histoire dénonce vivement le saccage par le gouvernement Couillard de la réforme de l'enseignement de l'histoire et demande une rencontre urgente avec le ministre de l'Éducation», [en ligne] www.coalitionhistoire.org/. Le texte paraît également dans le site Internet de la Fondation Lionel-Groulx. Voir aussi Jacques Beauchemin, Nadia Fahmy-Eid et Julien Prud'homme, «Il faut en finir avec la polarisation et les démonisations», *Le Devoir*, 26 avril 2014 ; Antoine Robitaille, «Ambiance oïkophobe», *Le Devoir*, 15 mai 2014 ; Josianne Lavallée, «Enseignement de l'histoire : huit ans de débat pour rien ?», *Le Devoir*, 28 avril 2014 ; et Jean-François Lisée, «Nettoyage identitaire à Québec», *Le blogue de Jean-François Lisée*, 30 avril 2014, [en ligne]

<http://jflisee.org/nettoyage-identitaire-a-quebec/>.

⁹⁷ *Histoire du Québec et du Canada, programme provisoire*, 22 octobre 2014, 45 p.

⁹⁸ Publié en 1968 par l'équipe du Boréal Express, sous la direction de Denis Vaugeois et Jacques Lacoursière, l'*Histoire 1534-1968* connaît dès le départ un grand succès d'estime. Agréé comme manuel par le ministère de l'Éducation en 1970-71, l'ouvrage – réintitulé en 1970 *Canada-Québec, synthèse historique* – devient, pour des générations d'enseignants, d'élèves et d'étudiants, la référence par excellence en matière de synthèse historique du Québec.

⁹⁹ Les contenus de formation de la deuxième année du nouveau programme ne seront prêts qu'au printemps 2016. Ils feront l'objet de projets-pilote en septembre de cette année-là et seront définitivement instaurés douze mois plus tard.

¹⁰⁰ Pour paraphraser Sam Wineburg, *Historical Thinking and Other Unnatural Acts. Charting the Future of Teaching the Past*, Philadelphie, Temple University Press, 2001.

¹⁰¹ Pour un scénario pédagogique en ce sens, cf. Jocelyn Létourneau, «Pour une pragmatique de l'enseignement de l'histoire du Québec au secondaire», *Enjeux de l'univers social*, à paraître.

¹⁰² Jocelyn Létourneau, «Faut-il craindre une autre histoire du Québec ?», dans *Le Québec entre son passé et ses passages*, Montréal, Fides, 2010, chap. 3.

¹⁰³ Christian Laville, «Après *Le sens de l'histoire* : quelques exigences d'une éducation historique accordée à notre époque», *loc. cit.*

¹⁰⁴ Cette affirmation mériterait d'être étayée par des études poussées. Pour le moment, on ne peut l'appuyer que sur des études innovatrices, mais limitées. Voir notamment Paul Zanazanian, «Historical Consciousness and the Construction of Inter-Group Relations», thèse de doctorat, Université de Montréal, 2010, en particulier le chapitre 5.

¹⁰⁵ Jocelyn Létourneau, *Je me souviens ? Le passé du Québec dans la conscience de sa jeunesse*, Montréal, Fides, 2014.